

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA **PETITE** ENTREPRISE

VOLUME 13, N° 3, NOVEMBRE 2011

**GRANDES**  
*tendances*

- Selon une enquête auprès des petites entreprises<sup>1</sup> réalisée récemment pour Industrie Canada, le taux de demande de financement par emprunt a augmenté entre 2009 et 2010, passant de 14 % à 18 %, et le taux d'approbation du financement par emprunt a grimpé de 79 % à 88 %.
- Les niveaux d'emploi ont progressé de 1,3 % au deuxième trimestre de 2011 comparativement au trimestre correspondant de 2010. C'est le secteur de l'exploitation minière, pétrolière et gazière qui a enregistré la plus forte hausse de l'emploi (12,3 %).
- Depuis 1987, le travail indépendant a enregistré un taux moyen de croissance annuelle de 2,0 %, dépassant ainsi celui de l'emploi total qui s'est établi à 1,3 %. Sur les 4,7 millions d'emplois créés depuis 1987, environ un million (21 %) étaient des emplois à titre de travailleur indépendant.
- Le nombre d'insolvabilités d'entreprises n'a cessé de baisser depuis 2007. Au deuxième trimestre de 2011, le Canada a enregistré 1 257 insolvabilités d'entreprises (une baisse de 10 % par rapport au trimestre correspondant de 2010).
- On comptait seulement 4 % de petites et moyennes entreprises (PME) à forte intensité de recherche-développement<sup>2</sup> en 2007. En 2004 et 2007, ces entreprises étaient proportionnellement plus nombreuses que les autres à demander un financement externe, mais également proportionnellement plus nombreuses à se voir refuser ce financement.

<sup>1</sup> Les petites entreprises sont celles qui comptent moins de 100 employés, les entreprises de taille moyenne en comptent entre 100 et 499, et les grandes, 500 ou plus.

<sup>2</sup> Les PME à forte intensité de R-D sont celles qui allouent plus de 20 % de leurs dépenses d'investissement totales à la R-D. Les PME qui investissent 20 % ou moins dans la R-D ne sont pas considérées comme à forte intensité de R-D.

**SIGNES ENCOURAGEANTS DU MARCHÉ DU CRÉDIT :**

*Résultats de l'Enquête sur les conditions de crédit de 2010*

L'importance du marché du crédit n'a sans doute jamais autant sauté aux yeux que pendant la récente crise financière, quand le resserrement des conditions du crédit a menacé les économies nationales dans le monde entier. Le Canada n'a pas été épargné par la crise financière, puisque les petites entreprises canadiennes ont eu plus difficilement accès au financement entre août 2008 et septembre 2009. Sans un accès adéquat au financement, de nombreuses entreprises pouvaient ne pas disposer de suffisamment de ressources pour mener leurs activités et croître, ce qui a étranglé la croissance économique et augmenté le risque de faillite. Toutefois, selon une récente enquête sur les petites entreprises canadiennes, il existe des signes encourageants selon lesquels une reprise du marché du crédit est en cours.

*Contexte de l'enquête*

Menée en mai et juin 2011 par Léger Marketing pour le compte d'Industrie Canada, l'Enquête sur les conditions de crédit de 2010 a été réalisée auprès de 3 573 petites entreprises employeurs (comptant entre 1 et 99 employés), représentant des entreprises de toutes les grandes industries et régions.

Cette enquête se voulait un complément de l'Enquête sur les conditions de crédit de 2009, qui avait également été administrée par Industrie Canada, ainsi que de l'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises de Statistique Canada.

(suite à la page 2)

*Table des matières*

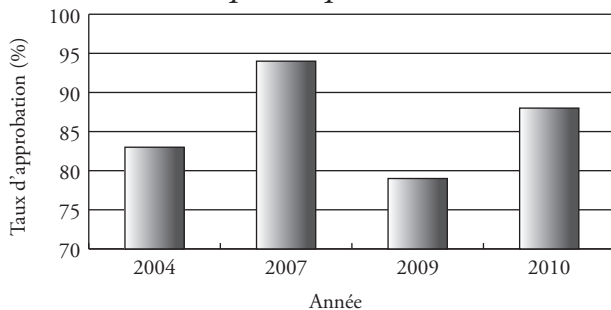
Création d'emplois	3
Travail indépendant	4
Insolvabilité des entreprises	5
Financement des entreprises	6
Événement récent et activités à venir	8

(suite de la page 1)

## Accès au financement

Selon les résultats de l'enquête, le marché du financement par emprunt a été nettement plus actif en 2010 que l'année précédente. En 2010, 18 % des petites entreprises au Canada ont cherché à obtenir un financement par emprunt, comparativement à 14 % en 2009. Fait important, l'augmentation du nombre de demandes de financement par emprunt s'est accompagnée d'une augmentation des taux d'approbation. La proportion de demandes de financement par emprunt qui ont été approuvées intégralement ou partiellement a grimpé de 79 % en 2009 à 88 % en 2010, soit un taux comparable aux taux d'approbation d'avant la crise financière en 2004 et 2007 (83 % et 94 %, respectivement) (figure 1). De plus, le montant estimatif moyen de financement par emprunt approuvé s'est accru, passant de 238 000 \$ en 2009 à 360 000 \$ en 2010, ce qui témoigne également d'un accès accru au financement par emprunt.

Figure 1 : Taux d'approbation du financement par emprunt



Sources : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004 et 2007; Industrie Canada, *Enquête sur les conditions de crédit*, 2009 et 2010.

Certaines catégories de petites entreprises ont enregistré une amélioration notable de leur accès au financement par emprunt. Les petites entreprises du secteur de la vente au détail et en gros ont vu leur taux d'approbation augmenter de 18 points de pourcentage, passant de 70 % à 88 % en 2010 (tableau 1). Les entreprises comptant entre 20 et 100 employés ont également enregistré une hausse importante de leur taux d'approbation, qui est passé de 79 % en 2009 à 97 % en 2010. Toutefois, l'accès au financement ne s'est pas beaucoup amélioré dans certains secteurs, comme l'hébergement et la restauration ainsi que les transports et l'entreposage. De toutes les régions, c'est au Québec que les petites entreprises ont été les plus actives au chapitre des demandes de financement par emprunt en 2010

(taux de demande de 25 %). Par ailleurs, l'Alberta a enregistré une nette amélioration de son taux d'approbation, qui est passé de 71 % en 2009 à 90 % en 2010.

Tableau 1 : Taux d'approbation du financement par emprunt, selon les caractéristiques des entreprises

	Taux d'approbation (%)*	
	2009	2010
<b>Nombre d'employés</b>		
1-4	70	84
5-9	89	88
10-19	85	93
20-100	79	97
<b>Région</b>		
Atlantique	99	97
Québec	79	87
Ontario	77	86
Manitoba et Saskatchewan	87	100
Alberta	71	90
Colombie-Britannique et territoires	81	83
<b>Industrie</b>		
Hébergement et restauration	81	84
Agriculture, pêche, industrie forestière et exploitation minière et pétrolière	86	100
Construction	99	95
Fabrication	87	88
Services professionnels	76	86
Commerce de gros et de détail	70	88
Transports et entreposage	79	81
<b>Exportation</b>		
Exportateur	84	86
Non-exportateur	78	88

SOURCE : Industrie Canada, *Enquête sur les conditions de crédit*, 2009 et 2010.

\* Une demande qui a obtenu une approbation intégrale ou partielle était considérée comme « approuvée ».

## Coût du financement et modalités non tarifaires

Les résultats de l'enquête indiquent également que le taux d'intérêt moyen exigé pour les hypothèques non résidentielles et les prêts à terme a légèrement diminué, passant de 5,5 % en 2009 à 5,4 % en 2010. Par ailleurs, le taux préférentiel moyen de la Banque du Canada a chuté de 3,1 % à 2,6 % au cours de la même période, ce qui signifie que la prime de risque (la différence entre le taux d'intérêt facturé aux entreprises et le taux de la Banque du Canada) imposée aux petites entreprises a en fait augmenté. De plus, la proportion de petites entreprises auxquelles on a demandé une garantie avant d'accorder le financement par emprunt à terme fixe a augmenté, passant de 57 % en 2009 à 62 % en 2010, ce qui signifie que les modalités non tarifaires des prêts se sont en fait resserrées depuis la crise financière. Ainsi, bien que la hausse du taux d'approbation et du montant moyen de financement

(suite à la page 3)

(suite de la page 2)

par emprunt approuvé témoigne d'un assouplissement important des conditions du crédit en 2010, certaines données semblent indiquer que les conditions du crédit se sont resserrées par rapport à celles préalables à la crise financière.

### Reprise sur le marché du crédit-bail

Le marché du crédit-bail présente également des signes encourageants. Le taux de demande de crédit-bail a augmenté

légèrement, passant de 1 % en 2009 à 2 % en 2010; toutefois, le taux d'approbation du crédit-bail a grimpé, passant de 76 % à 97 % au cours de la même période, ce qui témoigne d'une forte reprise du marché du crédit-bail.

Pour obtenir de plus amples renseignements concernant l'Enquête sur les conditions de crédit de 2010, visitez le site [www.pme-prf.gc.ca/enquetes](http://www.pme-prf.gc.ca/enquetes).

## CRÉATION *d'emplois*

Les entreprises de toutes tailles ont enregistré une hausse de leur niveau d'emploi trimestriel sur 12 mois au deuxième trimestre de 2011, soit de 1,3 % au deuxième trimestre de 2011 par rapport au trimestre correspondant de 2010.

La figure 2 montre les tendances de l'emploi trimestriel sur 12 mois selon la taille de l'entreprise depuis le deuxième trimestre de 2009 jusqu'au deuxième trimestre de 2011. Comme on le voit, même si la récession a pris fin au deuxième trimestre de 2009, les entreprises de toutes tailles ont continué à enregistrer une variation négative de l'emploi sur 12 mois durant plusieurs trimestres. Au deuxième trimestre de 2010, les petites entreprises ont été les premières à connaître une croissance positive de l'emploi, mais elles ont été rapidement rattrapées par les moyennes et les grandes entreprises, qui ont depuis enregistré une croissance de l'emploi supérieure à celle des petites entreprises.

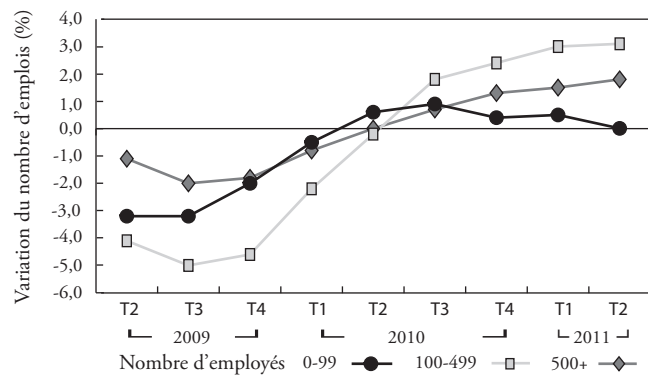
Même s'il n'a pas augmenté aussi vite que l'emploi dans les moyennes et les grandes entreprises, l'emploi dans les petites entreprises a continué d'enregistrer des gains trimestriels positifs sur 12 mois. Plus récemment, les petites entreprises ont affiché un gain d'environ 500 emplois (hausse de 0,01 %) au deuxième trimestre de 2011 par rapport au trimestre correspondant de 2010, alors que les moyennes et les grandes entreprises enregistraient des gains de près de 66 000 emplois (3,1 %) et 118 000 emplois (1,8 %) respectivement.

Entre le deuxième trimestre de 2010 et le trimestre correspondant de 2011, c'est l'industrie de l'exploitation minière, pétrolière et gazière qui a connu la plus forte progression de l'emploi, avec 12,3 %, suivie des services publics (4,9 %) (tableau 2). Les plus fortes pertes d'emplois

ont quant à elles été signalées dans la gestion de sociétés et d'entreprises (3,5 %) et l'exploitation forestière (3 %).

C'est dans l'industrie des soins de santé et de l'assistance sociale que le plus grand nombre d'emplois a été créé par les petites entreprises (6 055), ce qui représente plus de 18 % de la croissance de l'emploi dans cette industrie entre le deuxième trimestre de 2010 et le trimestre correspondant de 2011. Par contre, c'est dans le secteur du commerce de détail que les petites entreprises ont enregistré les plus grandes pertes d'emplois (6 244). Dans les moyennes entreprises, le secteur de la construction a enregistré une forte hausse du nombre d'emplois (15 232) et dans les grandes entreprises, c'est le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale qui a affiché la plus forte hausse (25 959).

Figure 2 : Variation par trimestre sur douze mois, selon la taille de l'entreprise, du deuxième trimestre de 2009 au deuxième trimestre de 2011



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, septembre 2011.

(suite à la page 4)

(suite de la page 3)

Tableau 2 : Variation nette sur 12 mois<sup>1</sup> de l'emploi rémunéré<sup>2</sup> selon l'industrie et la taille de l'entreprise, deuxième trimestre de 2011

Industrie	Variation (%)	Variation (nombre d'employés)			
		Toutes les tailles	Petite (0-99)	Moyenne (100-499)	Grande (500+)
Exploitation forestière	-3,0	-1 124	-202	-41	-882
Exploitation minière, pétrolière et gazière	12,3	22 266	407	267	21 592
Services publics	4,9	5 785	-7	-306	6 097
Construction	2,3	19 008	1 031	15 232	2 745
Fabrication	1,6	22 855	-3 703	13 257	13 300
Commerce de gros	1,7	12 754	-1 016	6 993	6 776
Commerce de détail	-0,3	-6 255	-6 244	9 133	-9 145
Transports et entreposage	1,6	10 854	3 592	621	6 642
Industrie de l'information et industrie culturelle	-0,1	-477	-2 865	-2 255	4 642
Finance et assurances	0,0	-162	148	-402	92
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1,3	3 129	3 957	-3 299	2 469
Services professionnels, scientifiques et techniques	2,5	18 966	1 246	-823	18 541
Gestion de sociétés et d'entreprises	-3,5	-3 686	-1 091	-1 309	-1 285
Services administratifs et services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	1,3	9 562	-859	10 627	-206
Services d'enseignement	-0,3	-3 774	-1 095	4 002	-6 682
Soins de santé et assistance sociale	2,0	32 512	6 055	496	25 959
Arts, spectacles et loisirs	-0,2	-383	-5 254	2 120	2 751
Hébergement et services de restauration	1,6	16 702	2 216	4 686	9 800
Autres services (sauf les administrations publiques)	1,2	5 972	4 094	3 767	-1 889
Administrations publiques	1,8	19 508	96	3 125	16 287
<b>Total – Canada</b>	<b>1,3</b>	<b>184 014</b>	<b>507</b>	<b>65 900</b>	<b>117 607</b>

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail*, septembre 2011.

<sup>1</sup> La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau d'emploi à un trimestre donné et le niveau d'emploi au trimestre correspondant de l'année précédente.

<sup>2</sup> Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux, et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas les entreprises non classifiées.

## TRAVAIL *indépendant*

Au cours des dernières décennies, le travail indépendant<sup>1</sup> au Canada est devenu de plus en plus important pour la croissance de l'emploi. Entre 1987 et 2010, il a connu un taux moyen de croissance annuelle de 2,0 %, ce qui est supérieur à celui de l'emploi total (1,3 %). Sur les 4,7 millions d'emplois créés pendant cette période, environ un million (21 %) étaient des emplois à titre de travailleur indépendant. De plus, le taux de travail indépendant (proportion de travailleurs indépendants par rapport au total des travailleurs) pendant cette période

s'est accru de deux points de pourcentage, passant de 13,7 % à 15,7 %.

La figure 3 montre les tendances du travail indépendant et de l'emploi au Canada entre 1987 et 2010 (indice, 1987 = 100). Comme on le voit, la croissance du travail indépendant ne suit pas toujours le rythme de la croissance de l'emploi total, et ce, peut-être en raison des facteurs de « poussée » et d'« attraction ». Si le nombre de travailleurs indépendants augmente alors que

(suite à la page 5)

(suite de la page 4)

le nombre de salariés diminue, cela peut donner à penser que les gens sont « poussés » vers le travail indépendant du fait de l'absence de solutions de rechange attrayantes. Par ailleurs, si le nombre de salariés augmente alors que le nombre de travailleurs indépendants progresse encore plus, cela peut indiquer que les travailleurs sont « attirés » par le travail indépendant.

Pendant la récession du début des années 1990 et la toute récente récession de 2008-2009 (zones ombragées dans la figure 3), le travail indépendant a progressé, contrairement à l'emploi total, ce qui donne à penser que les travailleurs ont peut-être été poussés vers le travail indépendant en raison de possibilités d'emploi insuffisantes. Toutefois, comme on l'a expliqué dans un article précédent (*Bulletin trimestriel sur la petite entreprise*, août 2010), au cours de la toute dernière récession, les personnes qui ont opté pour le travail indépendant n'étaient probablement pas celles qui avaient perdu leur emploi, ce qui donne à penser que d'autres facteurs (p. ex., possibilité de gains supérieurs, accès au financement et équilibre travail-vie personnelle) ont incité un nombre appréciable de personnes à se lancer dans le travail autonome sans avoir été licenciées<sup>2</sup>.

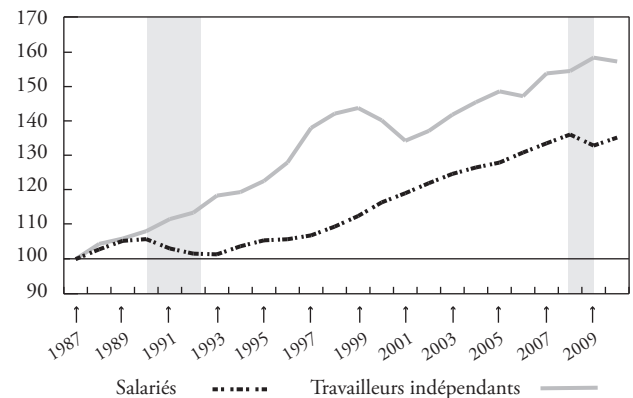
L'emploi total a enregistré une progression constante entre les récessions, tandis que le travail indépendant a chuté de 6,6 % entre 1999 et 2001. Bien que les facteurs de poussée et d'attraction dont il est question ci-dessus n'expliquent pas nécessairement cette baisse, on a constaté que le secteur producteur de biens et le secteur producteur de services avaient contribué dans une même mesure à cette baisse. De plus,

l'analyse des tendances du travail indépendant par catégorie de travailleurs a permis de constater que 84 % de la baisse totale du travail indépendant visait les travailleurs ayant une entreprise non constituée en société, sans aide rémunérée.

<sup>1</sup> Inclut les travailleurs indépendants ayant une entreprise constituée en société, les travailleurs indépendants ayant une entreprise non constituée en société et les travailleurs familiaux non rémunérés.

<sup>2</sup> Source : Sébastien LaRochelle-Côté, *Le travail autonome pendant le repli économique*, Statistique Canada, mars 2010.

Figure 3 : Tendances du travail indépendant et de l'emploi au Canada, 1987-2010 (indice, 1987 = 100)



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2010; calculs d'Industrie Canada.

## INSOLVABILITÉ des entreprises<sup>1</sup>

De nombreuses entreprises ferment leurs portes en raison de chocs externes et d'événements indépendants de leur volonté. En sortant de la récente crise financière et de la récession subséquente, les entreprises canadiennes se sont heurtées à de nombreux problèmes, mais, contre toute attente, on a observé une diminution remarquable du nombre d'insolvabilités d'entreprises.

La figure 4 présente le nombre d'insolvabilités d'entreprises au Canada depuis le premier trimestre de 2007. Les niveaux trimestriels d'insolvabilité sur 12 mois ont diminué régulièrement depuis 2007, ce qui contraste avec ce qui est arrivé dans

d'autres grandes économies. La situation au Canada est quelque peu particulière, puisque le nombre d'insolvabilités d'entreprises calculé sur 12 mois a continué de diminuer pendant la récession de 2008-2009 (entre le troisième trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2009). Cette situation est due en partie à deux faits : les PME canadiennes sont axées sur le marché intérieur (seulement 9 % des petites entreprises exportaient en 2007); et la demande intérieure a régressé moins vite que le volume d'exportation pendant la récession (0,5 % par rapport à 4,5 %, en moyenne).

(suite à la page 6)

(suite de la page 5)

Au deuxième trimestre de 2011, on a enregistré 1 257 insolvabilités d'entreprises au Canada, soit un recul d'environ 10 % par rapport au trimestre correspondant de 2010. Compte tenu de cette tendance, l'économie canadienne est bien partie pour afficher la dixième réduction annuelle consécutive des insolvabilités d'entreprises.

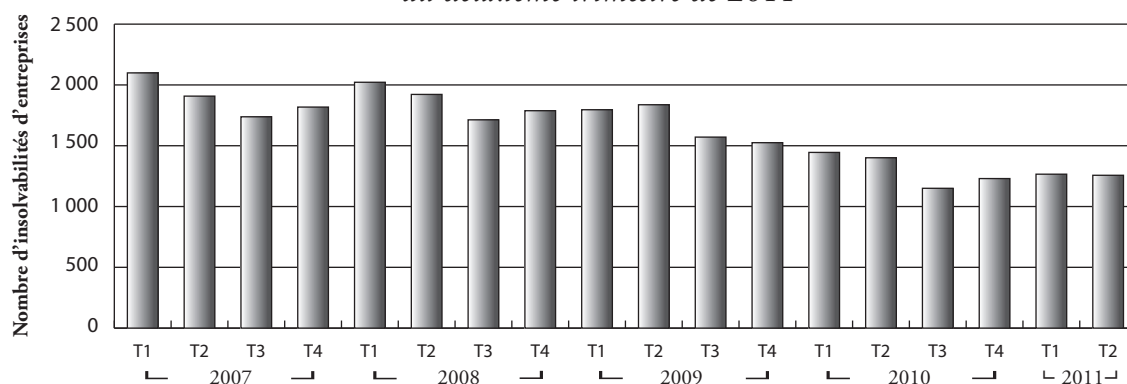
À l'exception du secteur des services publics, toutes les industries productrices de biens ont enregistré une baisse de leur nombre d'insolvabilités au deuxième trimestre de 2011, comparativement au trimestre correspondant de 2010. Dans les industries de services, c'est le secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises, celui des services immobiliers, de la location et de la location à bail et celui du commerce de détail qui ont affiché les baisses trimestrielles sur 12 mois les plus fortes. Parallèlement, le secteur de la finance et des assurances et celui des soins de santé et de l'assistance sociale ont enregistré une hausse trimestrielle sur 12 mois du nombre d'insolvabilités d'entreprises.

Fait encourageant, les industries qui enregistrent habituellement les taux d'insolvabilité les plus élevés obtiennent de bons résultats. Du deuxième trimestre de 2010 jusqu'au trimestre correspondant de 2011, le nombre d'insolvabilités dans les industries de la construction, de la fabrication, du commerce de détail et de l'hébergement et des services de restauration — industries où l'on enregistrait habituellement plus de la moitié des insolvabilités d'entreprises — a baissé de 7 %, 8 %, 21 % et 5 % respectivement, ce qui correspond à une baisse globale de 10 %.

<sup>1</sup> Les insolvabilités incluent les propositions (c'est-à-dire les propositions de restructuration aux créanciers) et les faillites. Les faillites représentent environ 65 % des cas d'insolvabilité.

<sup>2</sup> Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

Figure 4 : Nombre d'insolvabilités d'entreprises, du premier trimestre de 2007 au deuxième trimestre de 2011



Source : Bureau du surintendant des faillites Canada ([www.bsf.ic.gc.ca](http://www.bsf.ic.gc.ca)).

## FINANCEMENT *des entreprises*

### *Problèmes de financement des PME à forte intensité de R-D*

Les investissements dans les activités de recherche-développement (R-D) pourraient grandement améliorer les chances d'une entreprise de survivre et de prospérer dans un contexte

commercial concurrentiel. Cependant, les investissements dans la R-D peuvent être très coûteux, sans gains immédiats. Selon l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*

(suite à la page 7)

(suite de la page 6)

de Statistique Canada, en 2004 et en 2007, les PME à forte intensité de R-D, soit celles qui investissent plus de 20 % de leurs dépenses d'investissement en R-D, étaient proportionnellement plus nombreuses que les autres à demander un financement externe, mais également proportionnellement plus nombreuses à se voir refuser ce financement.

Malgré les avantages éventuels de la R-D, seulement 4 % des PME au Canada étaient à forte intensité de R-D en 2007. En fait, 77 % des PME n'ont pas investi dans la R-D en 2007. Les PME à forte intensité de R-D se retrouvaient surtout dans l'industrie de la fabrication et les industries du savoir<sup>1</sup> en 2007.

En 2004 et en 2007, les PME à forte intensité de R-D étaient beaucoup plus susceptibles que les autres PME de demander un financement par emprunt ou un financement par capitaux propres et de se prévaloir des programmes de financement offerts par le gouvernement (tableau 3). Toutefois, les PME à forte intensité de R-D étaient beaucoup moins susceptibles de voir leurs demandes de financement par emprunt approuvées en 2004 et en 2007, et leur taux d'approbation pour les programmes de financement offerts par le gouvernement était nettement moins élevé en 2007. Malgré ce taux d'approbation plus faible, les programmes offerts par le gouvernement représentaient une part non négligeable (20 %) du montant total de financement externe approuvé pour les entreprises à forte intensité de R-D en 2007, ce qui donne à penser que ces programmes ont aidé à compenser la baisse du financement par emprunt à la disposition des entreprises à forte intensité de R-D (figure 5).

On pourra consulter un profil complet du financement des PME à forte intensité de R-D dans l'édition spéciale de *Principales*

statistiques relatives aux petites entreprises d'Industrie Canada, intitulée *Les petites entreprises innovatrices canadiennes*. Pour recevoir cette publication, veuillez vous abonner en ligne à l'adresse [www.ic.gc.ca/statistiquesPME/abonnement](http://www.ic.gc.ca/statistiquesPME/abonnement).

<sup>1</sup> Les industries du savoir incluent la fabrication de produits pharmaceutiques et de médicaments, la fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces, et les télécommunications par satellite. Pour obtenir une liste complète des secteurs des industries du savoir, consultez le site [www.pme-prf.gc.ca/cic/site/sme\\_fdi-prf\\_pme.nsf/fra/01990.html#annexeB](http://www.pme-prf.gc.ca/cic/site/sme_fdi-prf_pme.nsf/fra/01990.html#annexeB).

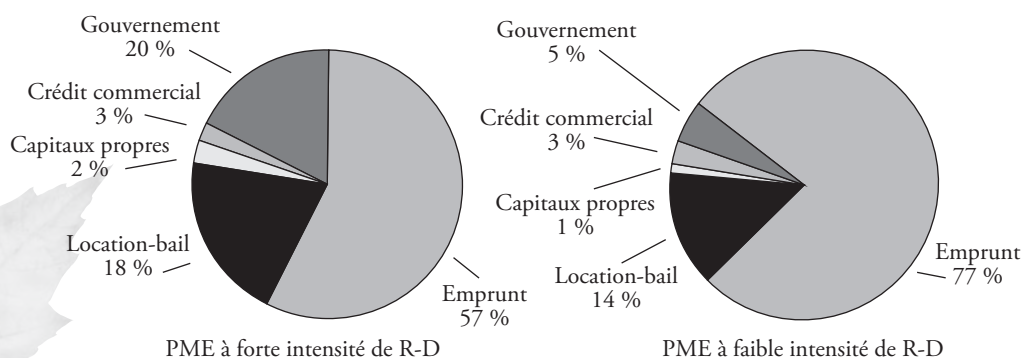
Tableau 3: Demandes de financement et taux d'approbation

Taux		2004		2007	
		Forte intensité de R-D (%)	Faible intensité de R-D (%)	Forte intensité de R-D (%)	Faible intensité de R-D (%)
Tout financement externe	Demande	36	23	26	18
	Approbation	70	92	87	97
Emprunt	Demande	32	18	17	13
	Approbation	70	88	82	94
Location-bail	Demande	5	3	7	5
	Approbation	98	96	87	94
Capitaux propres	Demande	5	1	5	1
	Approbation	49	44	70	71
Crédit commercial	Demande	13	11	9	9
	Approbation	63	91	99	99
Gouvernement	Demande	6	3	11	3
	Approbation	—	—	71	81

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004 et 2007.

Les valeurs en gras indiquent une différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Figure 5 : Répartition du financement approuvé, 2007



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

# ÉVÉNEMENT récent

## FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL : *Rapport sur la compétitivité mondiale 2011-2012*

En septembre 2011, le Forum économique mondial a publié le *Rapport sur la compétitivité mondiale 2011-2012*. Celui-ci fournit une évaluation de la compétitivité des économies nationales à l'aide de l'indice de compétitivité mondiale.

La Suisse arrive en tête, suivie de Singapour, de la Suède, de la Finlande et des États-Unis. Le Canada a perdu deux places cette année, se plaçant au 12<sup>e</sup> rang. Le rapport signale que si le Canada augmentait le potentiel de perfectionnement et d'innovation du secteur privé, grâce à un accroissement des dépenses en R-D et à la production de produits et services à un niveau plus élevé dans la chaîne de valeur, cela améliorerait la compétitivité du pays.

### *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* Direction générale de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous y abonner ou modifier l'information de votre abonnement antérieur, faites votre demande à l'adresse [www.ic.gc.ca/statistiquesPME/abonnement](http://www.ic.gc.ca/statistiquesPME/abonnement). Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part à la rédactrice :

Andrea Pierce  
Courriel : [andrea.pierce@ic.gc.ca](mailto:andrea.pierce@ic.gc.ca)  
Direction générale de la petite entreprise  
Industrie Canada  
235, rue Queen  
Ottawa (Ontario) K1A 0H5  
Téléphone : 613-957-7903  
Télécopieur : 613-946-1035  
Site Web : [www.ic.gc.ca/recherche](http://www.ic.gc.ca/recherche)

**Autorisation de reproduction.** À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faites parvenir un courriel à [droitdauteur.copyright@tpsgc.pwgsc.gc.ca](mailto:droitdauteur.copyright@tpsgc.pwgsc.gc.ca)

N° de cat. C12-18/13-3F-PDF  
ISSN 1493-6658  
60965

Le rapport indique également que même si la compétitivité dans les pays avancés est demeurée quasi stagnante au cours des sept dernières années, nombre d'économies émergentes ont amélioré la leur.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le *Rapport sur la compétitivité mondiale 2011-2012* ou d'autres publications du Forum économique mondial, visitez le site [www.weforum.org](http://www.weforum.org).

## ACTIVITÉS à venir

### SALON NATIONAL DE LA FRANCHISE et des occasions d'affaires

Le Salon national de la franchise et des occasions d'affaires offre la possibilité aux entrepreneurs de rencontrer des représentants de grandes franchises et de s'informer sur les occasions dans leur région. Le Salon des entrepreneurs organisé dans le cadre de cet événement permet aux entrepreneurs de rencontrer des conseillers et des fournisseurs et d'obtenir de l'information sur les ressources et autres outils requis pour lancer une entreprise. Cet événement se tiendra à Toronto (14 et 15 janvier 2012), Winnipeg (28 et 29 janvier 2012), Halifax (11 et 12 février 2012), London (10 et 11 mars 2012), Vancouver (31 mars et 1<sup>er</sup> avril 2012) et Montréal (14 et 15 avril 2012).

Pour obtenir de plus amples renseignements sur cet événement, visitez le site [www.salondelafranchise.ca/](http://www.salondelafranchise.ca/).

### CONFERENCE OF ECONOMIC FORUM OF ENTREPRENEURSHIP & *International Business*

Economics & ECO-Engineering Associate, Inc., Canada, tient sa deuxième conférence annuelle. La Conference of Economic Forum of Entrepreneurship & International Business portera sur tous les sujets se rapportant aux entreprises, à l'économie et à l'atteinte d'un développement économique durable et équitable. La conférence de cette année se tiendra à l'Université d'Ottawa, en Ontario, du 2 au 4 février 2012.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la conférence, visitez le site [www.eco-ena.com/conferences.html](http://www.eco-ena.com/conferences.html).